



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération du Conseil de Métropole n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil n°9463 en date du 1^{er} avril 2010. La concession d'aménagement a été signée pour sa part le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, « *en proue* » sur l'entrée est de Montpellier, entre l'autoroute A709, l'avenue Pierre Mendès-France et le boulevard Télémaque sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway, avait pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités.

La durée de la concession a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2025 par avenant n°1 à la concession, approuvé par délibération du 18 octobre 2018.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, le cumul des dépenses réalisées est de 174 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines et en frais de redevance d'archéologie préventive.

L'urbaniste Bruno Fortier a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien notamment avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent le grand périmètre dans lequel s'insère ce site : réalisation du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et du PEM de la gare Montpellier-Sud-de-France, déplacement de l'autoroute A9 et affectation de l'A709 à une fonction de contournement Sud de Montpellier, création d'une ligne de transport en site propre jusqu'à la gare, création de franchissement vers le futur quartier Cambacérès, au Sud de l'A709.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant est prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

L'avance consentie par l'opération Parc 2000 deuxième extension en 2015 pour 150 000 € a été remboursée en 2018. En revanche, le remboursement de l'avance inter-opérations de 200 000 € versée en janvier 2018 par l'opération Hippocrate, est décalé en 2022. Aucune nouvelle avance n'est prévue pour l'instant et il n'est pas fait recours à l'emprunt à ce stade.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 772 000 € HT, en recettes et en dépenses, en augmentation de 36 000 € par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est due à l'augmentation des frais financiers lié au décalage de la commercialisation. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ainsi que le plan de trésorerie révisé de l'opération d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151418-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- tableau synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.